

date de dépôt : 02 août 2010

demandeur : SARL SAFIM, représenté par  
Monsieur THAUVIN Fabien

pour : modification du tracé de la voie G et de  
la placette 2

adresse terrain : CR 56 et impasse de Varidaine  
lieu-dit Vaugrignon, à Esvres (37320)

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis d'aménager modificatif**  
**au nom de la commune d'Esvres**

22 SEP. 2010

**Le maire d'Esvres**

Vu la demande de permis d'aménager modificatif présentée le 02 août 2010 par SARL SAFIM, représenté par M. THAUVIN Fabien - 29 Rue des Montées - BP 77403 - 45074 ORLEANS ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification du tracé de la voie G et de la placette 2 ;
- sur un terrain situé CR 56 et impasse de Varidaine au lieu-dit Vaugrignon, à Esvres (37320) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 23/10/2006, modifié le 5 juin 2008 ;

Vu l'arrêté municipal du 19/06/2007 autorisant SAFIM à créer un lotissement dénommé « Le Domaine de Varidaine » sur le territoire de la commune d'Esvres sur Indre,

Vu les arrêtés modificatifs du 13/06/2008 et du 18/08/2009,

Vu l'accord des colotis, conformément aux dispositions de l'article L.442-10 du code de l'urbanisme,

**ARRÊTE**

**Article 1**

Afin de réduire la superficie imperméabilisée, d'améliorer la sécurité des usagers de la voirie mixte et de faciliter les accès à l'ilot 2, le tracé de la voirie G et de la placette 2 est modifié.

Les pièces suivantes se substituent à celles annexées à l'arrêté de lotir précité

- le plan de composition (pièce n°4)
- le plan des aménagements paysagers (pièce n°6)
- le plan des travaux (pièce n°10-1)

**Article 2**

Les dispositions du lotissement demeurent valables et applicables en tout ce qui n'est pas contraire à celles du présent arrêté.

Fait à Esvres, le 15 SEP. 2010



Le maire,

Lucie DEGAIL

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2008-1353 du 19 décembre 2008, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.